



Le 26 novembre 2020

Le très honorable Justin Trudeau, C.P.
Premier ministre du Canada
Édifice Langevin
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2
justin.trudeau@parl.gc.ca

Monsieur le Premier ministre,

Objet : Violence exacerbée et insécurité grandissante en Haïti

Au nom de l'AFPC, je vous exprime notre profonde inquiétude devant l'escalade de la violence en Haïti et la tolérance croissante des services policiers et du gouvernement à l'égard des gangs armés. Le Canada et la communauté internationale ne peuvent plus ignorer la collusion et la corruption du gouvernement de Jovenel Moïse. Nous demandons au gouvernement du Canada, comme membre du groupe principal d'intervention, de dénoncer ces actions et d'agir immédiatement pour y mettre fin. Le Canada doit réévaluer son soutien financier et politique au gouvernement de Jovenel Moïse, notamment en ce qui concerne la formation des services policiers, jusqu'à ce que des enquêtes indépendantes soient menées sur la corruption entourant l'affaire Petrocaribe et la collusion continues de l'État avec les gangs criminels. Nous réclamons aussi que le gouvernement s'abstienne d'apporter un soutien économique, politique et moral à la réforme constitutionnelle et aux élections, car, dans le contexte actuel, cela risque d'intensifier la violence et l'instabilité du pays.

L'impunité et la corruption ont atteint un sommet historique. Dans son rapport définitif du 12 août 2020, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) a documenté la mauvaise gestion des fonds Petrocaribe : la somme incroyable de 1,459 milliards d'euros a été détournée. Rappelons que cet argent devait financer divers projets de développement à Haïti. Le rapport souligne l'implication du monde des affaires et des élites politiques, notamment l'ancien président Michel Martelly et le président actuel Jovenel Moïse.

Le scandale Petrocaribe expose non seulement la gravité de la corruption, mais aussi sa nature systémique, laquelle alimente et renforce l'impunité au pays. Les enquêtes sur la corruption n'ont rien donné. Personne n'a été tenu responsable. Aux manifestations de la société civile contre la corruption, l'État a répondu par la force brutale. De plus, une campagne médiatique a été orchestrée afin de cibler les membres importants du mouvement, ce qui a créé une culture de peur. Pourquoi le gouvernement canadien est-il resté silencieux?

Le 28 août dernier, maître Monferrier Dorval, bâtonnier de Port-au-Prince, a été assassiné. Son meurtre a bouleversé la population haïtienne et les médias internationaux. Ces derniers ont alors brisé leur silence concernant la violence exacerbée et l'impunité grandissante au pays. En juillet, une école agricole, dirigée par Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA), une organisation réputée, a été attaquée par un gang d'hommes non identifiés. Dans les 6 premiers mois de 2020,

au moins 159 personnes ont été tuées et 92 blessées. En février 2020, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), nouvellement mis en place, ainsi que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ont publié un rapport exhaustif sur le massacre de Bel-Air en 2019 à Port-au-Prince. Ce rapport présentait des accusations sérieuses de collusion entre les gangs et les autorités gouvernementales, notamment la police. Dans un rapport précédent concernant le massacre de 2019 à La Saline, où 50 personnes ont été tuées, MINUSTAH affirme que le gouvernement n'a mis en œuvre aucune des 13 recommandations pour arrêter la violence et rendre justice aux collectivités touchées. Ces accusations suggèrent qu'il est temps de réévaluer le soutien international continu de la formation policière en Haïti.

En tant que syndicat canadien, nous sommes préoccupés par la criminalisation des dirigeants syndicaux haïtiens et par les mesures répressives imposées le gouvernement Moïse de collusion avec M. Pierre Josué Agénor Cadet, ministre de l'Éducation. Mentionnons, entre autres, les déplacements forcés des dirigeants syndicaux Magalie George et Georges W. Franck, l'interruption du salaire de Josué Mérilien et les ordres d'arrestation pour les dirigeants syndicaux dans le secteur de l'éducation, notamment Josué Mérilien, Jeanty Manis, Wilmann Joseph, Adeka Israel, Eliscart Jimmy et Exantus Rigaud.

Cette vague de répression systémique (congédiements, arrestations arbitraires, menaces de mort, etc.) vise les quelques secteurs où les travailleuses et travailleurs ont été en mesure de se syndiquer, par exemple le secteur public, l'éducation et les zones franches industrielles. Nos partenaires en Haïti et des fédérations syndicales internationales, comme l'Internationale des services publics (ISP) et la Confédération syndicale internationale, ont signalé que les attaques sur les syndicats par les ministres sont courantes. À preuve, lorsque le ministre des Travaux publics a voulu accélérer le processus de privatisation dans le secteur de l'électricité, il a d'abord lancé un ordre d'arrestation des dirigeants syndicaux et des raids de police sur les bureaux syndicaux.

En raison de la répression croissante contre la mobilisation sociale et les acteurs sociaux qui revendiquent le respect des droits de la personne en Haïti, les syndicats et la société civile craignent l'établissement d'un système répressif et autoritaire. Le gouvernement agit de façon irresponsable et dangereuse en établissant un conseil électoral provisoire et en prévoyant de tenir des élections et un référendum sur la constitution au milieu d'une telle violence et sans le soutien de la population ou de l'opposition. Ces élections et ce référendum, qui se déroulent au mépris de la constitution haïtienne, risquent d'exacerber la violence et l'intimidation perpétrées par les gangs armés.

Nous sommes très inquiets que le gouvernement canadien continue d'appuyer le gouvernement Moïse dans ce contexte et réitérons notre demande: cessez d'apporter un soutien économique, politique et moral à la réforme constitutionnelle et aux élections en Haïti.

De plus, nous vous demandons d'appuyer la société civile d'Haïti et la communauté internationale qui appellent le gouvernement haïtien à :

1. Ne plus tolérer les crimes commis sur son territoire par des gangs armés et le climat de violence qui se propage depuis les derniers mois. Ces gangs terrorisent la population et

les acteurs sociaux et minent le dialogue qui permettrait une grande majorité de la population de sortir de la crise.

2. Mettre fin à la persécution des syndicats et respecter les droits des travailleuses et travailleurs en garantissant l'intégrité physique des dirigeants syndicaux et en cessant de criminaliser et de bloquer les activités syndicales, notamment par le biais d'ordres d'arrestation, de déplacements forcés des dirigeants syndicaux, de raids sur les bureaux syndicaux et d'autres mesures punitives qui empêchent les membres des syndicats d'être représentés et la Fédération des travailleurs et travailleuses de l'électricité (FESTRED) de prélever automatiquement les cotisations syndicales.
3. Engager des négociations de bonne foi avec les travailleuses et travailleurs en éducation, notamment avec la plateforme des syndicats d'enseignants (PSEH), qui réclame le paiement des arriérés de salaires, des augmentations salariales ainsi qu'une évaluation et une reconnaissance justes du rôle des enseignants dans la société.
4. Assurer l'accès aux services publics abordables, comme l'approvisionnement en eau et en électricité, pour une population qui souffre déjà des conséquences économiques et sociales de la pandémie.
5. Mettre fin à l'impunité, qu'il s'agisse de l'implication des agents de l'État dans les affaires de corruption massive, pensons au scandale Petrocaribe, ou de la police dans les massacres et les assassinats de plus en plus nombreux et fort bien documentés.

Le temps de la diplomatie discrète est révolu.

Je vous prie d'agréer mes sincères salutations,



Chris Aylward
Président national
Alliance de la Fonction publique du Canada

cc: Son Excellence Jovel Moïse, président d'Haïti
Son Excellence Joseph Jouthe, Premier Ministre
Monsieur Bernard Sainvil, Doyen du tribunal de première instance de Port-au-Prince
Monsieur le Commissaire Ducamel Gabriel
Son Excellence Stuart Savage, ambassadeur du Canada en Haïti
L'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères du Canada
L'honorable Michael Chong, porte-parole de l'opposition officielle, Affaires étrangères
Jack Harris, député et porte-parole du NPD, Affaires étrangères
Alexis Brunelle-Duceppe, député du Bloc Québécois
Elisabeth May, députée du Parti Vert
Internationale des services publics